

John Helmer : Opération Maduro – Changement de régime ou prise de contrôle à haut risque ?

Cette interview analyse une opération américaine spectaculaire au Venezuela, en soutenant qu'il s'agissait d'une capture ciblée du président plutôt que d'un véritable changement de régime. Elle explore les raisons pour lesquelles Washington considère cette action comme un succès, la manière dont elle reconfigure le pouvoir à l'intérieur du Venezuela, et pourquoi elle risque d'entraîner un conflit prolongé. La discussion met en lumière les enjeux majeurs pour les investissements russes et chinois, les réactions négatives dans toute l'Amérique latine, ainsi que les avertissements selon lesquels de telles actions pourraient intensifier les tensions mondiales et redéfinir la dissuasion, la souveraineté et la rivalité entre grandes puissances.

#Nima

Le chaos en Amérique latine, Donald Trump et l'opération au Venezuela — examinons ce qui s'est passé là-bas : l'enlèvement du président du Venezuela et son transfert aux États-Unis. Ils ont déclaré qu'il y avait de nombreuses accusations contre le président du Venezuela. Je ne sais pas si quelqu'un dans la communauté internationale se soucierait vraiment de ces accusations. Mais après tout, Donald Trump a décidé de le faire. Quelle est, selon vous, la logique finale du côté des États-Unis, et pourquoi cette opération a-t-elle été considérée comme un succès aux yeux de l'administration Trump ?

#John

Eh bien, tu me demandes, Nima, d'en parler du point de vue des États-Unis, alors que je me place dans la position russe, et que nous allons aborder l'interprétation russo-chinoise de ce qui s'est passé. Je vais donc concentrer mes propos sur la manière dont le camp russe perçoit la situation, et d'abord, sur le plan des principes. Quelques points pour commencer. En tenant compte du fait que beaucoup de choses nous échappent, et que la plupart des commentaires russes jusqu'à présent — les articles de presse, les déclarations de l'ancien président Dmitri Medvedev, et ainsi de suite — montrent que, pour l'instant, il n'y a pas de clarté du côté russe sur ce qui s'est réellement produit. Par exemple, s'agit-il d'un putsch à Caracas ou d'un enlèvement ?

C'est-à-dire que, ces dernières heures, nous avons entendu, dans les déclarations du président Trump et de ceux qui l'accompagnaient à bord de son avion de retour de Miami à Washington, un certain nombre de remarques. Tout d'abord, ils estiment que leur puissance est sans égale dans le monde. Et pourtant, ils l'ont démontrée face à une défense apparemment quasi inexistante.

Autrement dit, leurs batteries mobiles antiaériennes et antimissiles n'étaient pas mobiles : elles étaient fixes, laissées sur place et facilement détruites. Ensuite, ils n'ont emmené que le président Maduro et son épouse. Je n'ai pas encore vu de preuve photographique de la présence de son épouse, mais admettons que nous croyions qu'ils les ont bien tous deux emmenés.

Ils semblent avoir tué le garde du corps cubain — 32 Cubains morts, selon la partie cubaine — et jusqu'à 81 Vénézuéliens tués lors des attaques aériennes, des bombardements de missiles et de roquettes. Mais ils n'ont capturé que Maduro. Maintenant, peut-être que les gens chez eux, et certainement les suprémacistes blancs autour du président Trump, n'ont jamais lu « Oncle Rémus ». Ils ne connaissent pas l'histoire du « Bébé de goudron ». Le « Bébé de goudron » est une stratégie racontée dans cette histoire, où Frère Lapin attaque un bébé de goudron placé dans un fourré par le rusé Frère Renard, qui veut manger le lapin. Le lapin se vexe lorsque le bébé de goudron ne répond pas à ses questions, et il perd alors son sang-froid et commence à frapper le bébé de goudron.

Chaque fois qu'il frappe le « bébé goudron », il s'y enlise un peu plus et finit par être capturé par le renard rusé. Or, l'histoire se termine un peu différemment si l'on poursuit la lecture. Mais s'agit-il ici d'une opération « bébé goudron » ? Les États-Unis ont écarté Maduro de la tête du régime, mais ont laissé en place Delcy Rodríguez, la vice-présidente et présidente par intérim. Et les États-Unis ont maintenant annoncé — et c'est presque aussi important que d'avoir saisi Maduro et de l'avoir emmené à New York — qu'ils ont abandonné Mme Machado. Ils ont laissé tomber les forces de l'opposition vénézuélienne comme candidates à une élection immédiate. En somme, ils ont déclaré — et c'est la seule vérité vraiment significative que Trump ait dite récemment lors de ses conférences de presse — qu'il n'y a aucun respect au Venezuela pour Machado.

Elle ne peut pas gagner une élection. L'opération prend donc forme : les États-Unis cherchent à conclure un accord avec la vice-présidente Rodríguez, avec le ministère de la Défense et le ministre de la Défense restés intacts, ainsi qu'avec le ministère de l'Intérieur, lui aussi intact, qui dirige la milice populaire — autrement dit, les forces d'autodéfense et de défense militaire du pays — afin de gérer une transition. Une transition au cours de laquelle les États-Unis déclarent vouloir reprendre leur pétrole, annulant les nationalisations constitutionnelles et autres, qui font encore l'objet de demandes d'indemnisation de la part de Chevron et d'ExxonMobil.

Donc, vous avez une capture d'un individu sans changement de régime. Il n'y a pas d'occupation, aucune intention d'occuper les concessions pétrolières, et par conséquent, il s'agit d'une attaque contre ceux qui détiennent ces concessions — à la fois la Compagnie pétrolière nationale du Venezuela et d'autres. Les Russes ont investi environ 17 milliards de dollars, principalement dans le pétrole et le gaz, et encore plus, évidemment, du côté chinois, qui a investi et a ici plus de 70 milliards de dollars d'actifs en jeu. Ainsi, en ce sens, les États-Unis se sont empêtrés dans un problème complexe et se sont engagés dans un combat à long terme, d'abord à l'intérieur du Venezuela, avec le régime chaviste en place.

Elle a abandonné sa tentative de longue date, menée par l'opposition, de construire une cinquième colonne à l'intérieur du Venezuela pour renverser le régime. C'est une capture, pas un changement de régime. Et elle s'est opposée à la Chine et à la Russie sur la question des investissements pétroliers. Enfin, elle a mobilisé non seulement les électeurs vénézuéliens, mais aussi le Brésil, Cuba, le Nicaragua, le Mexique et la Colombie — le groupe qui vient de publier une condamnation très claire. Elle s'est donc fait beaucoup de nouveaux ennemis. Elle a donné un élan considérable à ceux qui sont prêts à mettre en place une défense dissuasive de la souveraineté et de l'autosuffisance que le Venezuela n'a pas su organiser dans la nuit du 2 ou du 3 janvier. Ainsi, du point de vue russe, il y a ici plusieurs messages.

Le premier point est qu'aucun accord avec les États-Unis n'est possible à moins d'avoir exercé une force suffisante pour dissuader toute nouvelle attaque américaine. C'est pourquoi nous avons qualifié l'attaque de drone contre la résidence du président Poutine, dans la région de Novgorod, de démonstration de projection de force contre la Russie et contre le président russe. Enfin, Trump a désormais reconnu que ce n'était pas un mensonge. Gardons à l'esprit que, dans toute la couverture médiatique, Trump a admis qu'il y avait eu une attaque ciblée contre la résidence de Novgorod — la résidence Darya Borodina, près de Valdaï — du président Poutine. À présent, Trump affirme que c'était près de sa maison, une installation militaire, selon la CIA. Or, l'installation militaire en question est un bunker de commandement et de contrôle nucléaire.

Ainsi, entre une attaque contre la présidence russe, comme une attaque contre la présidence vénézuélienne, et une attaque contre le système de commandement et de contrôle nucléaire, il s'agit d'attaques très, très graves contre la souveraineté russe. Et nous pouvons continuer à discuter de leurs implications. Mais pour revenir en arrière — s'agissait-il d'un putsch ou d'un enlèvement ? Le résultat est-il une opération « piège », qui finit par désavantager et piéger l'attaquant, c'est-à-dire le gouvernement des États-Unis, dans ce jeu ? S'agit-il d'une attaque contre les investissements chinois et russes — environ 70 plus 16 ou 17 milliards, soit environ 87 milliards de dollars d'actifs russo-chinois combinés ? Et que vont faire les Russes à ce sujet ? Que vont faire les Chinois à ce sujet ? Voilà toutes les questions que nous avons maintenant à la suite de ce qui s'est passé.

#Nima

John, tu te souviens qu'avant l'attaque contre l'Iran, nous avons eu une attaque contre des bombardiers nucléaires russes, semblable à ce qui s'est passé en Iran. Et en ce moment, avant l'attaque contre le Venezuela, il y a eu une attaque contre la résidence de Poutine en Russie. Tu sais, à chaque fois, on dirait que la Russie fait partie du jeu — à chaque fois qu'ils attaquent l'Iran ou le Venezuela. Et je ne sais pas quelle est la perception du gouvernement russe aujourd'hui, parce que Donald Trump, comme tu l'as mentionné, a dit : « Regardez ce que nous avons fait au Venezuela. Voilà la force, voilà le pouvoir. Et regardez ce que la Russie fait en Ukraine — depuis quatre ans, ils ne font rien. »

#John

Exactement. Et Trump en a rajouté une couche. Je regarde simplement ma feuille pour pouvoir te lire exactement ce que Trump a dit. Lors de la conférence de presse initiale à Malaga, annonçant, du point de vue des États-Unis, le triomphe militaire de toutes leurs forces à Caracas, on a demandé à Trump quelles étaient ses communications actuelles avec le président Poutine et la guerre en Ukraine. Le président Poutine était, si je ne me trompe pas, le seul autre dirigeant étranger que Trump a attaqué pendant cette conférence de presse. En faisant référence à leur précédente conversation téléphonique, Trump a déclaré : « Je ne suis pas ravi de Poutine. Je ne suis pas ravi de Poutine. Il a tué trop de gens. »

Il a ensuite poursuivi en disant — et cela répond directement à votre question — lorsqu'on l'a interrogé sur la guerre en Ukraine. Il a déclaré : « J'ai hérité de cette guerre. C'était Joe Biden, Zelensky et Poutine. » Je cite. « Je suis arrivé dans cette situation ; c'est un désordre. Je dirai ceci : j'ai regardé une opération hier soir. Elle était d'une précision, d'une brillance incroyables — c'était vraiment impressionnant. Si nous avions nos gens, comme ce général » — il fait référence au général Kane, chef d'état-major interarmées — « et nos équipes impliquées, cette guerre n'aurait pas duré très longtemps, je peux vous le dire. » C'est un défi délibéré : pourquoi le président Poutine n'a-t-il pas mis fin à sa guerre en Ukraine ? Si les États-Unis avaient été impliqués, elle serait terminée très rapidement.

Eh bien, c'est de la fanfaronnade militaire, oui. Ce n'est pas que l'armée américaine soit composée uniquement d'imbéciles et d'incapables. Ce n'est pas non plus que les alliés européens soient tous des imbéciles et des incapables. C'est que les États-Unis et leurs alliés pensaient avoir déployé une force suffisante pour vaincre la Russie sur le champ de bataille ukrainien — et ils sont en train d'être vaincus, mais lentement, très lentement. Ce qui s'est passé ici, c'est un signal d'alarme pour la Russie. C'est un signal d'alarme pour la Chine. Et il y a encore plus en jeu pour la Russie, comme vous l'avez dit. Lorsque Trump en discutait dans l'avion de retour à Washington depuis Mar-a-Lago, il y a eu beaucoup de conversations révélatrices avec lui, le secrétaire au Commerce Lutnick et d'autres, tous identifiant de nouvelles cibles américaines — et l'une d'elles est le Groenland. Pourquoi le Groenland ? Ce n'est pas vraiment une opération américaine contre le Danemark — les Danois, loyaux guerriers au service des objectifs américains contre la Russie en Europe.

C'est une attaque — une attaque imminente — contre le nouveau lien de transport pétrolier de la Russie à travers l'Arctique. Le pétrole et le gaz qui passent par l'Arctique constituent l'alternative russo-chino-indienne au canal de Suez, au golfe Persique et à la voie de l'océan Indien. C'est une nouvelle tentative de faire la guerre à la Russie, de l'isoler et de bloquer sa capacité à commercer et à survivre. Ainsi, l'intérêt porté au Groenland représente une autre attaque à long terme contre la Russie dans le domaine du commerce mondial. Chacun de ces mouvements est un défi lancé par les États-Unis à ce qu'ils appellent la faiblesse russe. Ils ont également déclaré, à travers l'attaque de

Novgorod : « De la même manière que nous savions exactement où se trouvait Maduro lorsque nous l'avons frappé, nous savons exactement où le président Poutine pose sa tête pour se reposer en Russie — et si nous le voulons, nous pouvons t'attaquer, t'enlever ou te tuer. »

C'est une démonstration de force, qui provoque évidemment une réévaluation très importante du côté russe — de la valeur qu'il y a à négocier avec Trump et les États-Unis au sujet de la guerre en Ukraine. Quelle valeur cela a-t-il ? Quelle valeur ont les assurances données par Trump depuis le sommet de l'Alaska ? Et, à l'avenir, quelle valeur les garanties de sécurité américaines ont-elles pour la Russie en Ukraine ? La poursuite de la guerre, davantage de menaces, davantage de démonstrations de ce que les États-Unis considèrent comme leur violence efficace. Donc... ce sont tous des signaux d'alerte que le camp russe doit maintenant assimiler. Alors, que s'apprête à faire le camp russe ? Que s'apprête à faire le camp chinois ? Nous y viendrons dans un instant.

#Nima

Pensez-vous, du côté russe, que la manière dont Maduro a été écarté du pouvoir au Venezuela influence leur vision de l'avenir du pays sans lui ? Est-ce qu'ils considèrent que cela va entraîner un changement très radical dans la trajectoire future, en matière de politique étrangère ou de politique intérieure ? Ou bien la Russie ne s'attend-elle pas à voir beaucoup de changements au Venezuela ?

#John

Eh bien, c'est une très bonne question, Nima. Et je vais en venir précisément à ce qu'a dit le ministre des Affaires étrangères Lavrov à ce sujet, puisqu'il dirige désormais la position à Moscou. Mais il semble que la Russie ne sache pas exactement ce qui s'est passé à Caracas. Pour revenir à la question : s'agissait-il d'un putsch, d'un changement de régime, ou d'une tentative d'extraire un élément du gouvernement chaviste tout en laissant en place tous les autres ? D'après les déclarations russes, il n'y a clairement aucune indication que la partie russe reconnaisse qu'il y ait eu un changement de régime. Permettez-moi donc d'en venir à la déclaration du ministre Lavrov — une déclaration importante — qu'il a faite dans l'après-midi du 3 janvier. Je vais simplement la lire ; je la consulte pour pouvoir la citer exactement.

À 17 h 29, heure de Moscou, avant que Delcy Rodríguez ne s'entretienne avec le secrétaire d'État Rubio aux États-Unis, le ministre des Affaires étrangères Lavrov a déclaré avoir eu une conversation téléphonique avec Delcy Rodríguez-Gómez. Lavrov a exprimé, je cite, « une solidarité ferme avec le peuple du Venezuela — une solidarité ferme avec le peuple du Venezuela confronté à une agression armée ». Il n'y a aucun doute sur ce qu'il veut dire. La Russie continuera de soutenir — au présent continu — la politique du gouvernement bolivarien en place, afin de protéger les intérêts nationaux et la souveraineté du pays. Les responsables, c'est-à-dire Lavrov et Rodríguez, se sont prononcés contre toute nouvelle escalade afin de trouver une solution par le dialogue.

Au cours de la conversation, les deux parties ont exprimé un engagement mutuel à renforcer le partenariat stratégique global entre la Russie et le Venezuela. On peut interpréter cela de plusieurs façons, mais il est très clair que Lavrov dit : « Nous n'avons pas abandonné le gouvernement chaviste au Venezuela. » Puis-je comparer cela à ce qu'ont dit les Chinois ? Parce que c'est profondément différent. Je vais simplement vous lire — laissez-moi attraper les documents — ce que le président Xi a déclaré lors d'une rencontre avec le Premier ministre d'Irlande. Xi a dit, et écoutez bien à quel point c'est différent : « Les grandes puissances, » a déclaré le président Xi de Chine, « doivent montrer l'exemple en respectant la voie de développement choisie par d'autres pays. »

Le monde traverse des changements et des turbulences sans précédent, et Xi a attaqué l'unilatéralisme hégémonique qui mine gravement l'ordre international. Il a ensuite déclaré au Premier ministre irlandais que la Chine et l'Irlande devraient, je cite, renforcer la coordination et la coopération sur les questions mondiales. Plusieurs choses sont assez claires ici. Premièrement, il n'a pas précisé ce que la Chine allait réellement faire et n'a pas exprimé de solidarité avec le gouvernement vénézuélien — il s'en est abstenu. Le ministre des Affaires étrangères Lavrov, lui, a été clair. Deuxièmement, Xi a dit cela au Premier ministre irlandais alors qu'il sait parfaitement — parfaitement, je dois calmer mon ton ici — que l'Irlande a adopté la position de l'alliance de l'OTAN contre la Russie à propos de l'Ukraine.

Comment se fait-il que le président de la Chine, dans sa relation stratégique avec la Russie, parle de coopération avec l'Irlande alors que l'Irlande a pris le parti des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie ? L'aurait-il oublié ? Impossible. Puis le ministre chinois des Affaires étrangères a fait une déclaration pas si différente. Wang Yi a déclaré, après des réunions avec des responsables pakistanais, que Pékin ne peut accepter qu'un pays agisse comme juge du monde. Citation : « Nous n'avons jamais cru qu'un pays puisse agir comme le policier du monde, ni n'acceptons qu'une nation puisse prétendre être le juge du monde. » De belles paroles. Mais quel niveau de force militaire la Chine — ou quel niveau d'engagement économique et financier — la Chine propose-t-elle d'utiliser face à ce qu'elle dit s'être produit ? Parlent-ils de morale pieuse, ou croient-ils réellement être prêts à agir ?

À ce moment-là, les Chinois disaient cela au Pakistan, qui avait lancé une guerre par le biais de terroristes contre l'Inde et avait été vaincu — une guerre dans laquelle la position stratégique de la Chine aux côtés du Pakistan avait également échoué. L'armement chinois, les systèmes de défense aérienne et toutes les formes de commandement et de contrôle que la Chine avait investis au Pakistan ont été battus par l'Inde. Et maintenant, le Pakistan s'est détourné de la Chine pour se rapprocher des États-Unis. Ainsi, la Chine tente de rétablir sa position auprès du Pakistan tout en se présentant comme défenseur du droit et de l'ordre internationaux, mais elle parle à partir d'une position de faiblesse militaire manifeste. Donc, pour revenir à la question — quelle est la position de Lavrov ici ?

Il dit qu'ils soutiennent leur investissement et qu'ils se tiennent en solidarité avec la Russie — la Révolution bolivarienne. Il s'agit d'aligner la Russie avec le Brésil, le Nicaragua, Cuba, le Mexique et la Colombie. Cela signifie-t-il que la Russie est prête à renforcer ses forces pour dissuader les États-Unis de mener une opération du type de celle qu'ils ont menée à Caracas il y a quelques jours ? Cela reste à voir. Mais l'approche chinoise doit être comprise comme vide de sens et exprimée dans de mauvais contextes — Xi l'ayant dite à l'un des alliés de l'OTAN opposés à la Russie, l'Irlande, et Wang Yi l'ayant dite au Pakistan, qui a utilisé le terrorisme contre l'Inde, l'alliée de la Russie. Les Chinois rendent leur propre puissance incohérente.

Ils se comportent évidemment comme des tigres de papier. Le ministre des Affaires étrangères Lavrov est très sensible aux critiques selon lesquelles la Russie aurait agi comme un tigre de papier lorsque les Turcs — principalement, mais aussi Israël et les États-Unis — ont renversé le régime d'Assad en Syrie. En décembre 2024, la Russie était également sensible aux critiques affirmant qu'elle n'avait pas fait assez pour dissuader l'attaque israélo-américaine contre l'Iran. Nous voyons donc ici une tentative du ministre Lavrov de dire : « Nous allons en faire davantage. » Et je mets un point d'interrogation dans ma voix ici — allons-nous, du côté russe, en faire davantage pour le peuple du Venezuela confronté à une agression armée, pour reprendre les mots de Lavrov ?

Que signifie exactement « renforcer un partenariat stratégique global » entre la Russie et le Venezuela ? C'est un engagement beaucoup plus explicite de la part de la Russie. C'est un engagement du ministre des Affaires étrangères, tandis que le président Poutine n'a encore rien dit à ce sujet. Et c'est un revers pour cette faction en Russie qui pense qu'on peut conclure un accord avec les milieux d'affaires russes — ces mêmes personnes qui parlent activement de saisir les concessions pétrolières russes au Venezuela et de les restituer à Chevron, ExxonMobil et aux autres. Je pense donc que cela résume l'éventail des réponses que je donnerais. Les Chinois jouent ici les tigres de papier. La Russie essaie de ne pas dépasser sa capacité à projeter sa force.

Cela envoie plusieurs messages aux États-Unis, et il semble que les deux parties ne soient pas tout à fait claires sur ce qui s'est réellement passé à Caracas pour le gouvernement bolivarien. C'est sans Maduro — mais quoi d'autre ? Voilà une question qui n'a pas encore trouvé de réponse. Il est évident que Lavrov cherche à dire : « Nous allons faire affaire avec le gouvernement chaviste restant, dirigé par la présidente par intérim Rodriguez. Nous allons agir en solidarité avec Cuba, le Brésil et d'autres — les membres latino-américains des BRICS », et ainsi de suite. Mais quelle est exactement la leçon à tirer pour résister à une nouvelle attaque contre Caracas ? C'est ce que la Russie va maintenant démontrer sur le champ de bataille ukrainien.